

BANC DE BONNES PRATIQUES DE DÉCENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE

→ Fiche de bonnes pratiques

Prière d'envoyer le formulaire dûment rempli au Secrétariat de la Commission DAL,
restant à votre disposition pour toute question ou remarque.

Email: dal.cgju@diba.cat

Fiche de bonnes pratiques de Décentralisation et Gouvernance Locale

Titre: Séminaire sur la décentralisation au Proche-Orient

Organisme promoteur: Bureau de Représentation de Cités et Gouvernements Locaux Unis au Liban-Syrie-Jordanie

Cadre territorial: Liban et des autres pays du Proche-Orient et du bassin Méditerranéen

Cadre thématique:

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Politique/ réglementation | <input type="checkbox"/> Environnement et durabilité |
| <input type="checkbox"/> Economie/ imposition | <input type="checkbox"/> Capacity building/ structure administrative |
| <input type="checkbox"/> Services de base | <input checked="" type="checkbox"/> Dialogues multiniveaux |

Date de début: 1 mai 2009

Date de finalisation: 31 mars 2010

Résumé de la initiative:

Séminaire portant sur l'état de la décentralisation au Proche-Orient, organisé à l'initiative des autorités locales libanaises en réponse à l'annonce présidentielle d'élaborer un projet de loi de décentralisation administrative au Liban. Considérant, de plus, la faiblesse générale de l'état de la décentralisation dans les pays du Proche-Orient ainsi que les efforts des gouvernements locaux de la région pour renforcer leurs capacités, le séminaire a pris une envergure internationale en faisant appel aux élus locaux du Proche-Orient et de la Méditerranée. Ils ont débattu et identifié ensemble les enjeux et opportunités que la décentralisation offre pour le développement durable du pays. Ainsi, le séminaire a permis de cadrer, dans un contexte international, le débat autour de la décentralisation administrative au Liban.

Pertinence de la initiative en relation au contexte local et national (contexte économique, politique, social, administratif, organisationnel):

Au niveau local, l'annonce du projet de loi sur la décentralisation administrative proposée justifie l'intérêt des autorités locales pour générer un débat sur la question de la décentralisation. En outre, comme indiqué dans la section précédente, l'état de la décentralisation dans le Proche-Orient en général motive l'extension de l'initiative à tout ce contexte géographique.

Objectifs:

Ce séminaire visait à réunir des acteurs politiques, des experts et des représentants institutionnels de tous les niveaux de gouvernement du Liban et des pays du Proche-Orient et de la Méditerranée pour : 1) établir un dialogue de fond entre les autorités locales libanaises et les représentants des organes centraux de l'État, afin de réfléchir ensemble sur les modalités de la décentralisation au Liban en vue du nouveau projet de loi, et 2) souligner les défis de la décentralisation dans la région et de l'efficacité du rôle des municipalités dans la gestion de leurs territoires, et échanger des pratiques réussies en matière de provision de services locaux publics de base.

Acteurs impliqués, distribution de responsabilités et mécanismes de coordination:

La Communauté Urbaine d'Al-Fayhaa (Tripoli, El-Mina, Beddaoui), le Comité des Maires Libanais, le Bureau

Technique des Villes Libanaises (BTVL), le Bureau de Représentation de Cités et Gouvernements Locaux Unis au Liban, en Syrie et en Jordanie, le Conseil Provincial de Barcelone et la Commission Décentralisation et Autonomie Locale de Cités et Gouvernements Locaux Unis.

Impactes (sur la politique publique, la culture politique ou la cohésion sociale) :

Ce séminaire a permis que les gouvernements locaux libanais interagissent et échangent pour la première fois, et qu'ils lancent le débat autour de la décentralisation avec les institutions du gouvernement central, notamment le ministère de l'Intérieur et des Municipalités et le Parlement. Les représentants des organes du gouvernement central ont salué cette initiative et ont demandé de poursuivre la mise en oeuvre de séminaires de ce genre. Ainsi, ce séminaire a ouvert la voie à une progressive, mais difficile, institutionnalisation de la communication et du débat entre les différents niveaux de gouvernement. Les participants du Proche-Orient et de la Méditerranée ont exprimé leur souhait d'organiser des séminaires similaires sur la décentralisation dans leurs pays respectifs pour définir un cadre de débat intergouvernemental sur les questions qui les concernent.

Transférabilité: Oui, cette pratique peut être reproduite avec un contexte politique et géographique différente.

Évaluation (observations et les leçons apprises):

Les conclusions sont diverses et révèlent notamment :

Pour le cas libanais,

- a) qu'il faut considérer la loi municipale dite 118, datant de 1977, comme bonne, mais que les différents décrets qui l'ont modifiée ainsi que son application approximative la rendent inefficace ;
- b) qu'il faut accompagner la réflexion sur la décentralisation par le renforcement des institutions locales ;
- c) que l'État devrait compter davantage sur les autorités locales pour la gestion de leurs territoires et pour la mise en oeuvre de projets de développement local ;
- d) que la coordination entre toutes les parties concernées est nécessaire, et qu'en ce sens, le Comité des Maires Libanais doit être un interlocuteur privilégié.

Pour l'ensemble des pays du Proche-Orient,

- a) qu'il faut reconnaître la situation complexe des collectivités locales du Proche-Orient, dont la diversité culturelle et politique se superpose aux difficultés internes de nombre de pays ;
- b) qu'il faut compter avec des normes qui clarifient la répartition des compétences entre les différentes sphères de gouvernement, avoir des élus formés et doter les municipalités des moyens nécessaires pour agir.

Documents supplémentaires (joindre ici ces documents et liens Internet qui complètent la description de la fiche):

Données de base de l'organisme promoteur (gouvernement local, association régionale des municipalités ou Ministère qui a dirigé le processus)

Nom de la institution promotrice: Bureau de Représentation de Cités et Gouvernements Locaux Unis au Liban-Syrie-Jordanie

Municipalité/ Province: Antelias

Pays: Liban

Plus d'information: dal.cglu@diba.cat